

« La menace grandissait et la Belgique se querellait »

Justice, police, services de renseignements... L'Etat belge dysfonctionne-t-il dans ses fonctions régaliennes ? Dave Sinaert, professeur de sciences politiques à la VUB, considère que le pays paie le prix de son inconséquence : la menace terroriste grandissait et la Belgique, elle, se déchirait sur la scission d'un arrondissement.

« Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à divers médias internationaux, explique-t-il, la nature même de ces attentats les rend très difficiles à contrer. Plusieurs grandes villes occidentales - Madrid, Londres, Paris... - et même New York y ont été confrontées et il s'en produira encore. Cela dit, il faut bien constater qu'il y a eu, en Belgique, des dysfonctionnements importants. Qui remontent du reste bien au-delà de ces derniers mois : on sait que Molenbeek était déjà liée à d'autres attentats que ceux de Paris et que la commune est depuis longtemps un "hub" logistique du terrorisme islamiste. »

« Nos services de sécurité semblent avoir commis des erreurs, poursuit-il. Ce qu'on sait, par exemple, du parcours des deux frères El Bakraoui est interpellant. Que les ministres Geens et Jambon aient voulu démissionner à ce propos indique à suffisance que des erreurs impor-

tautes ont été commises. Que l'un des deux frères, après avoir tiré sur un policier à la kalachnikov, ait pu mettre sa liberté conditionnelle à profit pour tenter de gagner la Syrie, c'est sidérant.

Qu'il ne soit apparemment pas inquiet à son retour en Belgique alors que les autorités turques l'expulsent après l'avoir intercepté à la frontière syrienne, c'est hallucinant. J'ai entendu le ministre Koen Geens expliquer qu'à ce moment-là, on ne savait pas que le bonhomme avait un lien avec le terrorisme : que je sache, il a quand même été interpellé alors qu'il tentait d'entrer sur le territoire syrien contrôlé par daesh... Il y a eu, je trouve, dans le chef de certains dirigeants, un triomphalisme un peu déplacé après l'arrestation de Salah Abdelam : l'homme le plus recherché d'Europe était quand même parvenu à se cacher quatre mois à Bruxelles... »

Ces dysfonctionnements, c'est une affaire de moyens ou bien le problème est-il plus profond ?

Un peu les deux, probablement. La Belgique n'a jamais développé une culture forte de l'« intelligence » - au sens anglo-saxon du terme : entendez, tout ce qui tourne autour du renseignement. Cela ne date pas d'hier. Des années durant, ce pays a été dépendant, à cet égard, des services de renseignements de ses voisins - de la France, plus singulièrement. Les nouvelles menaces, liées au terrorisme islamiste, étaient en train de grandir et la Belgique, elle, se déchirait sur la scission d'un arrondissement électoral et sur ses éternelles querelles communautaires. Toute cette énergie politique, tout ce temps même - à cette période cruciale, le pays

est resté près de deux ans sans gouvernement ! - n'ont pas été investis dans les réformes qu'il aurait fallu entreprendre. Je ne dis pas que la réforme de la police, après l'affaire Dutroux, n'a pas porté certains fruits.

Mais le travail qu'il aurait fallu mener pour se doter de services de renseignement vraiment performants n'a pas été fait. Quand la menace s'est précisée, après les attentats de Charlie Hebdo, on s'est contenté de mettre des militaires dans les rues : rien d'autre que de la communication politique. C'est dans la collecte et l'exploitation des renseignements qu'il fallait investir !

Après les attentats de Paris, le gouvernement a annoncé toute une série de mesures propres à rendre plus efficace la lutte engagée contre le terrorisme. La plupart ne sont toujours pas mises en œuvre et certaines d'entre elles paraissent peu crédibles : on nous dit qu'on va tenir à l'œil ceux qui pourraient avoir l'intention de se rendre en Syrie alors que, selon toute évidence, on a déjà toutes les peines du monde à surveiller ceux qui en reviennent...

Avec la N-VA, le gouvernement abrite pourtant un parti réputé très sécuritaire en son sein. Cela signifie-t-il qu'il y a de la marge entre le discours et la réalité ?

Les problèmes sont bien antérieurs à l'actuelle coalition. Et les dysfonctionnements qu'on observe aujourd'hui ne se règlent pas à court terme. Je

crois que la N-VA a sa part de responsabilité dans la situation actuelle car elle a fortement contribué à focaliser le débat sur le communautaire à un moment où il aurait fallu prendre la mesure de la menace à laquelle le pays allait, tôt ou tard, se trouver confronté.

Les ministres Geens et Jambon avaient-ils raison de vouloir démissionner ?

C'est une tradition en Belgique : quand des dysfonctionnements graves apparaissent dans les rouages de l'Etat, les ministres de tutelle démissionnent. Cela ne règle rien, bien sûr, puisque les ministres ne sont pas directement responsables du dysfonctionnement. C'est un geste politique symbolique. Dans les circonstances actuelles, on peut se demander s'il aurait été judicieux d'accepter la démission de deux ministres-clés dont le remplacement aurait inévitablement impliqué une période de flottement malvenue deux jours après un attentat de cette ampleur. ■

Propos recueillis par
STÉPHANE DETAILLE

« Les problèmes sont bien antérieurs à l'actuelle coalition »

DAVE SINARDET, POLITOLOGUE À LA VUB

Les frères Bachraoui fichés par les USA avant les attentats

Les noms des frères Ibrahim et Khalid El Bakraoui figuraient déjà sur la liste noire du terrorisme dressée par les Etats-Unis avant les attentats de Bruxelles, ont affirmé deux fonctionnaires américains, souhaitant conserver l'anonymat, à NBC News. L'information a confirmée par l'agence de presse Reuters citant une source proche du dossier. (C. Bq)

Zaventem : vols passagers suspendus

jusqu'à dimanche...

Alors que le trafic cargo reprend progressivement depuis mercredi, le trafic passagers restera à l'arrêt jusqu'à dimanche soir. Les voyageurs sont invités à prendre contact avec leur compagnie aérienne. L'auto-route A201 reliant le ring de Bruxelles à l'aéroport reste fermée entre la sortie 3 Zaventem-Centrum et Brussels Airport. (b)

... premiers bagages disponibles

Depuis ce jeudi, une partie des bagages appartenant

aux voyageurs qui ont dû quitter l'aéroport de Zaventem mardi peut être récupérée. Les bagages se trouvent dans le hangar Brucargo 722, situé en périphérie de l'aéroport. Pour le moment, il ne s'agit que des bagages qui se trouvaient en dehors du terminal. C'est-à-dire ceux qui se trouvaient dans les avions ou sur le tarmac. Les voyageurs peuvent consulter le site de Brussels Airport pour voir si leur vol est concerné. (C. J.)

Gares SNCB : second accès à Bruxelles-Midi et Central

Jeudi après-midi, l'heure de pointe a occasionné de nouvelles files à l'entrée des gares bruxelloises, soumises à des contrôles renforcés depuis les attentats de mardi. Un deuxième accès pour les gares de Bruxelles-Central et Midi a donc été ouvert. Les gares du Nord et Luxembourg ne sont, elles, restées accessibles que par un seul accès. Les contrôles de police et de l'armée sont encore d'application pour l'ensemble des gares bruxelloises. (b)

analyse La Turquie se refait une virginité à peu de frais

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, un islamiste « modéré », doit se refaire une virginité. Longtemps, en effet, il a été accusé de sympathie, voire plus, envers des groupes djihadistes engagés dans la guerre en Syrie. Jusqu'où a été cette sympathie active ? Le doute plane encore, et d'aucuns continuent à affirmer que le pétrole de Daesh est écoulé à travers la Turquie...

Pour dire sa bonne foi et même sa vigilance anti-Daesh, le président turc saisit toutes les occasions qui se présentent. Et sa meilleure défense, c'est l'attaque ! Au lendemain des attentats de Paris, la Turquie avait déjà souligné qu'elle avait, à deux reprises, alerté les autorités françaises quant au passage par son territoire de l'un des kamikazes du Bataclan – sans réaction de Paris. Ankara affirme aujourd'hui

d'hui disposer d'une liste de 38.269 suspects, originaires de 128 pays, interdits de territoire en Turquie. Le pays fait valoir en outre qu'il a expulsé plus de 3.290 personnes depuis 2011, tandis qu'il détient actuellement plus de 660 étrangers pour leurs liens présumés avec Daesh.

Des tensions

Le régime Erdogan se montre d'autant plus offensif qu'il continue, par ailleurs, à avoir une réputation peu flatteuse. Il lui est reproché de prendre les droits de l'homme « à la légère », de persécuter certains Kurdes, d'avoir exporté sa guerre anti-Kurdes en Syrie, de ne pas avoir empêché les migrants syriens d'embarquer vers les îles grecques, d'avoir exercé un chantage sur l'Europe à ce sujet, pour obtenir des milliards, la fin des visas, etc.

Des tensions sont, du reste, récemment apparues avec la Belgique. Lors du sommet UE-Turquie de la semaine dernière, le président turc – depuis Ankara – et son Premier ministre, présent à Bruxelles, avaient tous deux critiqué la Belgique pour avoir autorisé une manifestation kurde aux abords des institutions européennes. La virile charge turque avait même été commentée par Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui avait dénoncé « des propos excessifs » à l'égard de la Belgique. Charles Michel avait répondu aux Turcs du tac au tac, notamment dans un tweet en anglais, que la liberté de manifestation était garantie en Belgique et qu'il la défendrait toujours. ■

ANNE ANDLAUER
et MAROUN LABAKI